

Chronologie 1992 *

Environnement extérieur de la France

Événements internationaux

- I. 1 — Boutros Boutros-Ghali, ancien vice-premier ministre égyptien, devient secrétaire général des Nations unies, succédant à Javier Perez de Cuelar, en fonction depuis le 1er janvier 1982.
- 28 — Georges Bush annonce, dans son discours sur l'état de l'Union, des réductions de l'arsenal nucléaire américain, dont une partie à négocier avec l'ex-URSS.
- 29 — Boris Elstine annonce que la Russie est prête à exploiter avec les Etats-Unis un système global de défense remplaçant l'Initiative américaine de défense stratégique (IDS).
- II. 1 — Boris Elstine rencontre Georges Bush à Camp David.
- VI.3-14 — Conférence des Nations unies à Rio-de-Janeiro sur l'environnement et le développement (CNUED).
- 30 — Réunion à Vienne de vingt-neuf pays sur le désarmement conventionnel. Un accord est conclu sur la limitation des effectifs des armées terrestres et aériennes.
- VII. 6-8 — Les Chefs d'Etat ou de gouvernement des sept grands pays industrialisés (G7) se réunissent à Munich. Ils condamnent « le blocus de Sarajevo ». Boris Elstine accepte l'aide du FMI qui se propose d'alléger la dette extérieure de l'ex-URSS.

* Une chronologie pour les années 1972 à 1981 se trouve dans le numéro 1 de la Revue, et pour les années suivantes dans les numéros 3, 6, 10, 14, 18, 22, 26, 30 et 34. Jusqu'au numéro 26, les événements sont répartis en deux catégories, politiques et économiques. Depuis le numéro 30, ils sont confondus ; mais les chronologies comportent, comme antérieurement, une première partie consacrée à l'environnement extérieur de la France et une seconde à la France.

- 9–10 — Le sommet de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) se réunit à Helsinki. Le 10, les « cinquante-deux » adoptent un document définissant les relations de l'organisation avec l'ONU pour le règlement des conflits.
- IX. 22 — Treize pays européens dont la France signent la convention de Paris interdisant le rejet des déchets nucléaires en mer pendant quinze ans.
- X. 7 — A San-Antonio (Texas), les Etats-Unis, le Mexique et le Canada signent l'accord de libre-échange nord-américain (ALENA) conclu le 12 août.
- XI. 5 — Le GATT donne un avis défavorable sur la taxation de certains produits agricoles européens par les Etats-Unis. Georges Bush passe outre et prend la décision d'imposer, à partir du 5 décembre, une surtaxe de 200 % sur certains produits agricoles européens, notamment les vins blancs français. La Grande-Bretagne, l'Allemagne et les ministres des affaires étrangères des Douze, réunis le 12 à Bruxelles, s'opposent à d'éventuelles mesures de rétorsion contre les Etats-Unis, demandées par la France.
- 19 — Un compromis est conclu entre les représentants des Etats-Unis et ceux de la Commission de la CEE : il prévoit une baisse de 21 % des exportations agricoles subventionnées de la CEE et un plafonnement des surfaces cultivées en oléagineux. L'accord est rejeté en France.
- XII. 3 — Le Conseil de sécurité de l'ONU demande à l'unanimité une intervention militaire internationale pour sauver de la famine des centaines de milliers de personnes en Somalie. Le 9, mille huit cent « marines » débarquent à Mogadiscio, capitale de la Somalie.

CEE

- II. 7 — Signature du traité de Maastricht sur l'Union européenne concrétisant l'accord du 9 et 10 décembre.
- 12 — Le conseil des ministres allemand approuve le Projet de loi portant ratification des Accords de Schengen.
- 7 — Les ministres des Affaires étrangères et des Finances des Douze signent le traité d'Union européenne qui, concrétisant l'accord conclu les 9 et 10 décembre entre les Chefs d'Etat et de gouvernement, institue l'Union européenne politique, économique et monétaire.
- IV. 6 — L'escudo portugais est inclus dans le Système monétaire européen.

- VI. 2 — Les Danois se prononcent à 50,7 % contre la ratification du traité.
- 4 — Réunion à Oslo des ministres des Affaires étrangères qui décident de ne pas renégocier les accords de Maastricht.
- 18 — Les irlandais se prononcent à 68,7 % pour la ratification du traité d'Union européenne.
- 26–27 — 47^{ème} sommet européen à Lisbonne. Le 26, Jacques Delors est reconduit à la présidence de la Communauté européenne pour deux ans.
- IX. 17 — La lire et la livre sterling sortent du SME.
- 23 — L'Espagne rétablit provisoirement le contrôle des changes, suivie, le 24, par le Portugal et l'Irlande.
- X. 16 — Réunion à Birmingham des chefs d'Etat et de gouvernement des Douze qui se prononcent pour une Communauté plus transparente et plus proche des citoyens.
- XII. 1 — Manifestation à Strasbourg de plusieurs dizaines de milliers d'agriculteurs européens pour refuser l'accord agricole du GATT entre la Commission européenne et les Etats-Unis.
- 6 — 50,3 % des électeurs suisses et 16 cantons sur 23 rejettent l'adhésion de leur pays à l'Espace économique européen.
- 11 — Sommet européen à Edimbourg où les Douze parviennent à des compromis sur la question danoise et sur le financement de la Communauté pour les prochaines années. Le siège du Parlement européen est définitivement fixé à Strasbourg.

Afrique du Sud

- III. 17 — Référendum sur la politique de réformes où le « oui » l'emporte (68,7 % des 3,29 millions d'électeurs blancs).
- VIII. 3–4 — Grève générale lancée par l'ANC (Congrès national africain) pour obliger le gouvernement à accélérer la réforme du partage du pouvoir entre les Blancs et les Noirs.
- X. 19 — Le Parlement adopte un amendement constitutionnel autorisant pour la première fois dans l'histoire du pays les Noirs à entrer au gouvernement.

Algérie

- I. 2-22 — Succès du Front des Forces Socialistes (FIS) au premier tour des élections législatives avec 48 % des voix.
- 11 — Le Premier ministre Sid Ahmed Ghozali et l'armée prennent le pouvoir dans un « coup d'Etat à blanc » ; démission du président Chadli Bendjedid. Le 12, un Haut Conseil de sécurité algérien annule les élections législatives. L'intérim est assuré par le président du Conseil constitutionnel, Abdelmalek Benhablès. Le 14, création d'un Haut Comité d'Etat (HCE), présidé par Mohammed Boudiaf. Le 22, arrestation du président du bureau exécutif provisoire du FIS et de sept de ses dirigeants.
- II. 9 — Le Haut Comité d'Etat institue l'état d'urgence sur l'ensemble du pays pour un an.
- III. 4 — Le FIS est dissout.
- 29 — Le gouvernement dissout une partie des assemblées locales dominées par le FIS.
- VI. 29 — Assassinat de Mohamed Boudiaf, président du Haut Comité d'Etat (HCE) depuis le 14 janvier.
- VII. 4 — Ali Kafi est élu président du Haut Comité d'Etat (HCE). Le HCE charge Belaïd Abdesslam de former un nouveau gouvernement.

Allemagne

- I. 1 — Pendant l'année 1991 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 4,2 % et en moyenne de 3,5 % par rapport à 1990 ;
 - la baisse de la production industrielle a été en glissement de 2,7 % et en moyenne de 2,9 % par rapport à 1990 ;
 - l'excédent commercial a été de 22 milliards de DM et le déficit de la balance des paiements courants de 33 milliards de DM.
- A la fin de l'année 1991 le nombre des demandeurs d'emploi était de 1,680 million, soit 5,5 % de la population active.

- IV. 1 — Au cours du premier trimestre 1992 la hausse des prix de détail a été de 1,1 %.
- 27 — Grève des services publics, pour la première fois depuis 1974. Les syndicats réclament une augmentation salariale de 5,4 % contre les 4,8 % proposés par les employeurs.
- Hans Dietrich Genscher, ministre allemand des affaires étrangères, annonce qu'il quittera le gouvernement le 17 mai. Le 28, Klaus Kinkel le remplace.
- VII. 16 — La Bundesbank relève le taux de l'escompte de 8 % à 8,75 %.
- 29 — Eric Honecker, ancien chef du parti et de l'Etat est-allemands, réfugié à Moscou depuis mars 1991 est renvoyé à Berlin.
- VIII. 1 — Au cours du deuxième trimestre 1992 la hausse des prix de détail a été de 0,4 %.
- IX. 14 — La Bundesbank baisse d'un demi-point son taux d'escompte de 8,75 % à 8,25 %.
- X. 8 — Décès de Willy Brandt, chancelier de 1969 à 1974.
- XI. 8 — Grande manifestation de 300 000 personnes à Berlin contre le racisme.
- 21-22 — Après de nouvelles violences xénophobes, le gouvernement annonce le 27, l'interdiction d'un groupe d'extrême-droite.
- XII. 24-2 — Des manifestations antiracistes ont lieu dans les grandes villes d'Allemagne, à l'appel des partis politiques, des syndicats et des Eglises.

Belgique

- VII. 17 — La Chambre belge des députés vote le projet de loi de ratification du traité d'Union européenne.

Bulgarie

- I. 12-19 — Premières élections libres où le président sortant, Jeliou Jevil, est élu avec 52,88 % des voix.

- IX. 4 — L'ancien numéro un communiste Todor Jivkov est condamné à sept ans de prison pour abus de pouvoir et détournement de fonds publics.

CEI

- II. 1 — Entretien entre Boris Elstine et Georges Bush à Camp–David.
- 5–7 — Première visite d'Etat du président russe Boris Elstine en France. Le 6, la France accorde 3,5 milliards de francs à la Russie. Le 7, les deux chefs d'Etat signent le traité entre la France et la Russie qui se substitue au traité franco-soviétique signé le 29 octobre 1990.
- 14 — Sommet de la CEI à Minsk. Signature de vingt accords. L'Ukraine, la Moldavie et l'Azerbaïdjan refusent une défense conventionnelle unifiée pour la CEI, mais l'accord pour un commandement unique des forces stratégiques est maintenu.
- IV. 27 — Entrée de quatorze des quinze ex–Républiques soviétiques au FMI. Treize de ces Républiques font leur entrée à la Banque mondiale. Le groupe des G7 réuni à Washington approuve un programme d'aide à la CEI, comportant 24 milliards pour la Russie.
- VII. 6 — Sixième sommet de la CEI à Moscou. Les chefs d'Etat ne parviennent pas à un accord sur le statut des forces nucléaires stratégiques. Le 16, à Tachkent, la CEI élabore un document qui prévoit la création de sa propre force d'interposition, les « casques bleus ».

Chine

- III. 20 — Réunion du bureau politique où les réformes économiques inspirées par Deng Xiaoping sont relancées.

Danemark

- X. 30 — Le Parlement danois approuve un mémorandum dit de « compromis national » qui définit le statut particulier réclamé par le Danemark dans la Communauté européenne pour revenir sur son rejet du traité d'Union européenne.

Espagne

- XI. 22 — Dévaluation de 6 % de la peseta.
- 25 — Le Parlement espagnol ratifie le traité d'Union européenne.

Etats-Unis

- I. 1 — Pendant l'année 1991 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 2,8 % et en moyenne de 4,1 % par rapport à 1990 ;
 - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 0,2 % et en moyenne en baisse de 2 % par rapport à 1990 ;
 - le déficit commercial a été de 73,6 milliards de dollars et celui de la balance des paiements courants de 8,6 milliards de dollars.
- A la fin de 1991 le nombre des demandeurs d'emploi était de 8,891 millions, soit 6,6 % de la population active.
- 7-9 — Voyage de Georges Bush au Japon. Le 8, signature avec le Premier ministre Kiichi Miyazawa d'une « déclaration commune d'économie globale ». Le 9, un accord nippo-américain sur l'automobile est signé.
- II. 10-26 — James Baker donne le coup d'envoi d'un pont aérien pour l'assistance alimentaire à la CEI.
- 12 — Ouverture de la campagne présidentielle. George Bush annonce officiellement sa candidature à un deuxième mandat présidentiel.
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre 1992 la hausse des prix de détail a été de 0,9 %.
- 29 — De violentes émeutes raciales éclatent à Los Angeles. L'état d'urgence est décrété. Le 30 et le 1er mai, les émeutes s'étendent à Atlanta, Las Vegas et San-Francisco. Le bilan est de quarante-sept morts et plus de deux mille blessés.
- VI. 16-17 — Sommet américano-russe à Washington entre Georges Bush et Boris Elstine. Une « charte de coopération et d'amitié » est signée. Accord pour réduire leur armement nucléaire des deux tiers.

- VII. 13-16 — Convention des Démocrates à New-York. Le parti démocrate investit Bill Clinton pour le scrutin présidentiel du 3 novembre. Le 16, Ross Perot, candidat indépendant se retire de la course à la Maison Blanche.
- VIII. 1 — Au cours du deuxième trimestre 1992 la hausse des prix de détail a été de 0,8 %.
- 20 — Chute brutale du dollar à 4,84 F et 1,45 DM.
- X. 12 — Gary Stanley Becker reçoit le prix Nobel d'économie.
- XI. 3 — Bill Clinton (démocrate) est élu quarante-septième président avec 43 % des suffrages exprimés.
- XII. 20 — Remontée du dollar à 5,39 F et 1,58 DM.
- 31 — Le dollar termine l'année à 5,51 F et 1,62 DM.

Israël

- VI. 23 — Elections législatives remportées par le Parti travailliste d'Itzhak Rabin. Le 24, Itzak Rabin s'engage à proposer des élections libres aux palestiniens des territoires occupés.
- VII. 13 — Le gouvernement d'Itzhak Rabin reçoit l'investiture de la Knesset. Il relance le processus de paix au Proche-Orient.
- VIII. 5 — Israël suspend la colonisation en Cisjordanie et à Gaza et annonce, le 9, la révision prochaine de la loi de 1986 interdisant les contacts avec l'OLP.

Italie

- IV. 5 — Elections législatives qui se traduisent par un recul des partis traditionnels.
- 25 — Le président Francesco Cossiga annonce qu'il se démet de ses fonctions.
- V. 23 — Assassinat du juge Giovanni Falcone.

- VII. 19 — Assassinat à Palerme du juge Paolo Borsellini qui suscite la colère de la population et des magistrats.
- VIII. 26 — Mme Liliana Ferraro succède au juge Giovanni Falcone à la direction des Affaires pénales du ministère de la Justice.
- X. 23 — La Banque nationale d'Italie baisse son taux d'escompte de 15 % à 14 %.
- 29 — Les députés italiens ratifient le traité d'Union européenne.
- XI. 12 — La Banque nationale d'Italie baisse de 14 % à 13 % son taux d'escompte.
- IX. 16 — La lire qui avait été dévaluée le 13 de 7 %, sort du SME.

Japon

- I. 1 — Pendant l'année 1991 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 2,7 % et en moyenne de 3,3 % par rapport à 1990;
 - la baisse de la production industrielle a été en glissement de 1,5 % et en moyenne en hausse de 2,2 % par rapport à 1990 ;
 - l'excédent commercial a été de 13839 milliards de yen et celui de la balance des paiements courants de 9 767 milliards de yen.
- A la fin de 1991 le nombre des demandeurs d'emploi était de 1,4 million, soit 2,1 % de la population active.
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre 1992 la hausse des prix de détail a été de 1,3 %.
- VIII. 1 — Au cours du deuxième trimestre 1992 les prix de détail ont baissé de 0,4 %.
- X. 23 — Pour la première fois, l'empereur du Japon Akihito effectue en Chine une visite officielle de cinq jours.

Luxembourg

- VII. 2 — Le Parlement luxembourgeois ratifie le traité d'Union européenne.

Philippines

- VI. 30 — Le général Fidel Ramos, élu président le 11 mai succède le 30 à Corazon Aquino, au pouvoir depuis 1986.

Pologne

- I. 13 — Solidarité organise une grève très suivie pour protester contre les hausses de prix intervenues le 1^{er} janvier.
- II. 17 — Démission du ministre des Finances Karol Lutkowski.
- VI. 5 — La Diète confirme Waldemar Pawlak comme Premier ministre.
- VII. 2 — Démission du Premier ministre Waldemar Pawlak.
- 10 — Hanna Suchocka est nommée Premier ministre et compose son gouvernement.

Portugal

- XI. 22 — Dévaluation de 6 % de l'escudo au sein du SME.

Roumanie

- X. 11 — Second tour de l'élection présidentielle où le président sortant Ion Iliescu est réélu avec 61 % des suffrages contre environ 39 % à son adversaire Emil Constantinescu.

Royaume–Uni

- I. 1 — Pendant l'année 1991 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 4,5 % et en moyenne de 5,9 % par rapport à 1990 ;
 - la baisse de la production industrielle a été en glissement de 0,1 % et en moyenne de 2,8 % par rapport à 1990 ;
 - le déficit commercial a été de 10,2 milliards de livres et celui de la balance des paiements courants de 6,3 milliards de livres.
- A la fin de 1991 le nombre des demandeurs d'emploi était de 2,551 millions, soit 7,9 % de la population active.
- IV. 1 — Au cours du premier trimestre 1992 la hausse des prix de détail a été de 2,3 %.
- 9 — Elections législatives où les conservateurs obtiennent une nette victoire (41,85 % des voix contre 34,16 % pour les travaillistes) et gardent la majorité absolue à la Chambre des Communes. Le 11, John Major forme le nouveau gouvernement.
- VIII. 1 — Au cours du deuxième trimestre 1992 la hausse des prix de détail a été de 0,2 %.
- IX. 17 — La livre sterling sort du SME.
- X. 21–25 — A Londres, des milliers de manifestants protestent contre la politique économique de John Major.
- XI. 9 — John Major obtient à quelques voix l'accord de la Chambre des Communes pour poursuivre la procédure de ratification du traité d'Union européenne. Il annonce le report de la ratification au printemps 93, après le second référendum danois.
- 11 — Le synode de l'église d'Angleterre, de confession anglicane, approuve l'ordination des femmes.
- 13 — Baisse des taux d'intervention de la Banque d'Angleterre de 8 % à 7 %.
- IX. 16 — La livre sort du SME, après y être entrée le 8 octobre 1990.

Russie

- IV. 17 — Les députés adoptent le nom de fédération de Russie pour la République et lancent un processus de révision de la Constitution.
- X. 29 — Boris Elstine suspend le retrait des troupes russes stationnées dans les Pays baltes et réaffirme son soutien au Premier ministre, Egor Gaïdar et celui des Affaires étrangères, Andreï Kozyrev.
- XII. 10 — Ouverture du Congrès des députés de Russie où Boris Elstine réclame la tenue, le 24 janvier d'un référendum avec pour question : «qui doit être chargé de la Russie, le Congrès ou le Président ? ».
- 14 — Le Congrès des députés de Russie nomme au poste de Premier ministre Viktor Tchernomyrdine, ministre de l'Energie, en remplacement d'Egor Gaïdar, soutenu par Boris Elstine.
- 18-19 — Visite en Chine de Boris Elstine.

Suède

- XI. 19 — Dévaluation de la couronne suédoise de 3,76 %.

Tchécoslovaquie

- VI. 19–20 — Vaclav Klaus et son homologue slovaque Vladimir Meciar s'accordent sur la partition de la Tchécoslovaquie en deux Etats indépendants et se prononcent pour la formation d'un gouvernement fédéral restreint qui assurera la continuité de l'Etat jusqu'à la scission du pays.
- VII. 17 — La Slovaquie proclame sa souveraineté. Vaclav Havel, au pouvoir depuis 1989, annonce sa démission de la présidence tchécoslovaque.
- XI. 7 — Mort d'Alexandre Dubcek.
- 25 — Le Parlement fédéral adopte la loi sur la partition de la Tchécoslovaquie le 31 décembre 1992 ; deux Etats, tchèque et slovaque seront créés à partir du 1er janvier 1993.

Ex-Yougoslavie

- III. 21 — Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte la résolution 743 autorisant l'envoi d'une force de quatorze mille « casques bleus » dans trois régions de Croatie.
- IV. 6 — Réunion à Luxembourg des ministres des Affaires étrangères de la CEE qui reconnaissent l'indépendance de la Bosnie-Herzégovine. Le 7, les Etats-Unis reconnaissent la Slovénie, la Croatie et la Bosnie-Herzégovine. Le 8, l'état d'urgence général est instauré en Bosnie-Herzégovine. Du 11 au 20, des combats violents opposent les milices serbes aux forces croates.
- 27 — La Serbie et le Monténégro proclament une nouvelle République de Yougoslavie.
- VI. 4 — Aux élections législatives du 31 mai le Parti socialiste de Serbie du président Slobodan Milosevic l'emporte avec 73 sièges sur 138.
- 8 — Le Conseil de sécurité de l'ONU adopte à l'unanimité la résolution 758 sur le déploiement de plus d'un millier de « casques bleus » pour la protection de l'aéroport de Sarajevo nécessaire à l'acheminement de l'aide humanitaire.
- 25 — Les responsables des forces serbes annoncent leur accord pour placer l'aéroport sous le contrôle des « casques bleus ».
- 28 — François Mitterrand et Bernard Kouchner effectuent un voyage surprise à Sarajevo pour tenter d'obtenir la levée du blocus de l'aéroport de Sarajevo. Le 29, l'aéroport est réouvert après le déploiement d'un millier de « casques bleus » sur l'aéroport.
- 29 — Le président Milosevic accepte la tenue d'une table ronde avec l'opposition serbe.
- VIII. 3 — Le département d'Etat des Etats-Unis confirme l'existence de « camps de détention » en Bosnie.
- 5 — La Russie reconnaît officiellement la République de Macédoine.
- 13 — Belgrade reconnaît officiellement la Slovénie.
- 31 — Les députés socialistes et ultranationalistes serbes déposent au Parlement de Belgrade une motion de censure contre Milan Panic, Premier ministre de la « nouvelle Yougoslavie » (Serbie et Montenegro),

accusé d'avoir bradé les intérêts de la Serbie lors de la conférence de Londres.

- X. 6 — Le Conseil de sécurité adopte la résolution 780 instituant une commission d'enquête sur les crimes de guerre dans l'ex-Yougoslavie.

- 28 — Le rapporteur de l'ONU, Tadeusz Mazowiecki rend public son rapport sur sa deuxième mission, effectuée du 12 au 22 octobre dans l'ex-Yougoslavie. Il conclut que « la purification ethnique a déjà largement atteint ses objectifs ».

- VI. 17 — Les autorités bosniaques concluent une alliance militaire avec la Croatie et proclament, le 20, l'état de guerre sur l'ensemble du territoire.

- XII. 20 — Elections présidentielles en Serbie et Monténégro: le Premier ministre yougoslave, Milan Panic est battu (34,02 % des voix) par le président serbe sortant, Slobodan Milosevic (56,32 %).

- 29 — Renversement du Premier ministre Milan Panic par les députés des deux Chambres du Parlement fédéral.

France

- I. 1 — Pendant l'année 1991 :
- la hausse des prix de détail a été en glissement de 3,1 % et en moyenne de 3,2 % par rapport à 1990 ;
 - la hausse de la production industrielle a été en glissement de 2,6 % et en moyenne de 2,8 % par rapport à 1990 ;
 - le déficit commercial a été de 30,2 milliards de francs et celui de la balance des paiements courants de 33,4 milliards de francs.
- A la fin de 1991 le nombre des demandeurs d'emploi était de 2,832 millions, soit 9,3 % de la population active.
- 6 — Jacques Médecin, ancien maire de Nice et ancien président du conseil général des Alpes–Maritimes est condamné à un an de prison ferme et 300 000 francs d'amende pour délit d'ingérence. Il est déclaré « incapable, à jamais, d'exercer aucune fonction publique ».
- 7 — Pierre Mauroy, premier Secrétaire du PS depuis 1988 présente sa démission. Le 9, Laurent Fabius le remplace, élu à la quasi-unanimité des membres directeurs du PS.
- 10 — François Mitterrand lance l'idée d'une doctrine nucléaire européenne et annonce que le Conseil Constitutionnel sera saisi des accords de Maastricht sur l'Union politique et économique avant leur ratification, soit par le Parlement, soit par référendum.
- 22 — Henri Emmanuelli est élu président de l'Assemblée nationale au deuxième tour de scrutin en remplacement de Laurent Fabius démissionnaire.
- 26–31 — Quarante-quatrième congrès de la CGT à Montreuil. Le 31, Louis Viannet est élu secrétaire général, succédant à Henri Krasucki.
- 28 — Edith Cresson annonce qu'un accord est conclu entre Bull et IBM.

- 29 — Georges Habache, chef du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) est hospitalisé à Paris par la Croix-rouge française, à la demande du Croissant-Rouge palestinien. A la suite de quoi le 30, quatre hauts fonctionnaires sont sanctionnées, quittent leur poste. Georgina Dufoix, présidente de la Croix-rouge donne sa démission. Le 30, Georges Habache est placé en garde à vue par le juge Bruguière et quitte Paris pour Tunis le 1er février.
- Edith Cresson annonce de nouveaux transferts de services administratifs en province qui concernent soixante-treize villes et concernent sept mille emplois.
- II. 1 — En janvier :
- hausse de 0,3 % des prix de détail ;
 - l'excédent de la balance commerciale est de 3,6 milliards de francs (cvs) ;
 - le nombre des demandeurs d'emploi est de 2 860 000 millions en fin de mois (cvs).
- 8–23 — Les XVI e Jeux Olympiques d'hiver ont lieu à Albertville, en Savoie.
- III. 1 — En février :
- hausse de 0,3 % des prix de détail ;
 - excédent du commerce extérieur de 0,8 milliard de francs (cvs) ;
 - le nombre des demandeurs d'emploi est de 2 876 000 millions en fin de mois (cvs).
- 6 — Une polémique s'instaure entre les instances médicales sur le dépistage systématique du sida lors des examens pré-nuptiaux. Le 11, l'association des polytransfusés refuse de participer à la commission d'indemnisation des victimes du sida mise en place le 27 février en application de la loi du 31 décembre 1991. Le 27, dans l'affaire des hémophiles contaminés par le virus du sida, les quatre inculpés dont Michel Garetta, ancien directeur général du CNTS et Jacques Roux, ancien directeur général de la santé, sont renvoyés devant le tribunal correctionnel.
- 19 — Journée nationale de protestation des étudiants et lycéens contre les projets de réforme de l'enseignement.
- 22 — Election à la proportionnelle à un tour des conseillers régionaux : le PS obtient 18,3 % des voix, l'UPF, 33 %, les écologistes, 14,37 % dont 7,1 % pour Génération Ecologie et 6,8 % pour les Verts, le PC, 8 % et le Front national, 13,9 %.
- 24 — Silvio Berlusconi annonce qu'il renonce à l'exploitation de la chaîne télévisée la Cinq.

- 27 — Fermeture officielle du site historique des chaînes Renault à Boulogne–Billancourt.
- 28 — Jean–Pierre Soisson démissionne du gouvernement, après avoir été soupçonné d'avoir bénéficié de voix du Front national pour son élection à la présidence du conseil régional de Bourgogne.
- 29–31 — Jean–Marie Rausch se démet de la présidence du conseil régional de Lorraine. Marie–Christine Blandin, représentante des Verts est élue dans le Nord–Pas–de–Calais, fief jusqu'à lors du PS. En Haute–Normandie, Antoine Rufenacht (RPR) l'emporte sur Laurent Fabius (PS) par 29 voix (dont huit voix des élus du FN) contre 21.
- IV. — En mars :
- hausse de 0,3 % des prix de détail ;
 - excédent du commerce extérieur de 1,6 milliard de francs (cvs) ;
 - le nombre des demandeurs d'emploi est de 2 858 000 millions en fin de mois (cvs).
- 2 — Edith Cresson donne sa démission. Pierre Bérégovoy est nommé Premier ministre. Le nouveau gouvernement est composé de vingt six ministres. Jack Lang, nommé ministre d'Etat conserve le ministère de la Culture et devient ministre de l'Education nationale. Bernard Tapie, ministre de la Ville, Michel Vauzelle est à la Justice, René Teulade aux Affaires sociales et à l'Intégration, Ségolène Royal à l'Environnement, Marie–Noëlle Lienemann au Logement et Cadre de vie et Emile Zuccarelli aux Postes et Télécommunications. Dix ministres s'en vont, quatre changent d'attribution et quinze secrétaires d'Etat sont nommés.
- 3 — L'élection des présidents des conseils généraux donne vingt–deux présidences au PS et à ses alliés. Le RPR en conserve vingt quatre, l'UDF passe de quarante–trois à quarante–cinq, les divers droite de trois à six, le PC en conserve deux.
- 7–10 — Quarante–deuxième congrès de la CFDT à Paris où Jean Kaspar est réélu secrétaire général.
- 8 — Pierre Bérégovoy prononce sa déclaration de politique générale à l'Assemblée nationale. Il annonce la formation d'une commission chargée de proposer une réforme du mode de scrutin qui ne sera pas appliquée dès les prochaines élections législatives de 1993.
- 12 — La Cinq cesse définitivement d'émettre après sa mise en liquidation le 3 par le tribunal de commerce de Paris. Le 23, le gouvernement attribue, à partir de septembre, le réseau occupé par la Cinq de 19 à 24 heures à une chaîne culturelle franco-allemande Arte où la Sept représente la France.

- Ouverture au public du premier parc Euro Disney à Marne-la-Vallée.
- 13 — La chambre d'accusation de Paris rend un arrêt de non-lieu en la faveur de Paul Touvier, ancien chef du service de renseignements de la milice dans la région lyonnaise pendant la seconde guerre mondiale, inculpé depuis mai 1989 de crimes contre l'humanité. Le parquet fait appel.
- 14 — Condamnation à la réclusion criminelle à perpétuité de Fouad Salah un des auteurs des quinze attentats perpétrés à Paris en 1985 et 1986.
- 22 — Le conseil des ministres approuve le projet de loi tendant à la révision de la Constitution.
- 23 — Jack Lang annonce la suspension du projet de réforme universitaire engagé par son prédécesseur, Lionel Jospin.
- 28 — Ouverture du débat constitutionnel au Parlement pour rendre possible la ratification du traité de Maastricht.
- V. 1 — En avril :
 - hausse de 0,3 % des prix de détail ;
 - excédent du commerce extérieur de 7,6 milliards de francs (cvs) ;
 - le nombre des demandeurs d'emploi est de 2 897 000 millions en fin de mois (cvs).
- 4 — François Mitterrand relance l'idée d'une « confédération européenne », devant l'assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe.
- 5-7 — L'Assemblée nationale commence l'examen du projet de réforme constitutionnelle préalable à la ratification du traité de Maastricht. Philippe Séguin, député RPR des Vosges, à titre personnel, oppose au projet gouvernemental une exception d'irrecevabilité. Il reçoit l'appui de 101 députés contre 396 tandis que 72 s'abstiennent. Il est soutenu par près de la moitié des députés du RPR (58 sur 126), par la totalité du groupe communiste, ainsi que par Jean-Pierre Chevènement et quatre autres socialistes. Le 6, l'Assemblée nationale repousse, par 411 voix contre 54, une question préalable, visant à empêcher la délibération, soulevée par André Lajoie au nom du groupe communiste. Le 13, l'Assemblée nationale adopte en première lecture, par 398 voix contre 77 et 99 abstentions, le projet de loi constitutionnelle.
- 6 — Scission de la Fédération de l'éducation nationale, née en 1947.
- 23 — Démission de Bernard Tapie, ministre de la ville, après l'annonce de sa prochaine inculpation pour abus de biens sociaux et recel.

- 27 — Bernard Kouchner, ministre de la Santé et de l'Action humanitaire, annonce une réforme du système transfusionnel qui passera sous le contrôle de l'Etat. Un établissement public du sang, l'Agence française du sang (AFS) sera créé.
- 30 — Le décret d'application de la loi Evin du 10 janvier 1991 interdisant de fumer dans les lieux publics est publié au Journal officiel.
- VI. 1 — En mai :
- hausse de 0,3 % des prix de détail ;
 - excédent du commerce extérieur de 4,1 milliards de francs (cvs) ;
 - le nombre des demandeurs d'emploi est de 2 912 000 millions en fin de mois (cvs).
- 3 — Bruno Durieux est nommé ministre délégué auprès du ministre de l'industrie et du commerce extérieur. François Loncle est nommé secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, chargé de la ville.
- 9–12 — Visite officielle en France de la reine Elisabeth II.
- 22 — Ouverture à Paris du procès des responsables de la transfusion sanguine après l'inculpation des docteurs Garetta et Allain, anciens dirigeants du Centre national de transfusion sanguine (CNTS).
- VI. 22 — Loi constitutionnelle ajoutant à la Constitution un titre « Des communautés européennes et de l'union européenne ».
- 24 — Le Congrès adopte, par 592 voix contre 73 et 14 abstentions le projet de révision de la Constitution préalable à la ratification du traité d'Union européenne.
- 26 — Publication au journal officiel de la nouvelle loi constitutionnelle. La date du référendum sur la ratification du traité d'Union européenne est fixée au dimanche 20 septembre.
- 29 — Jack Lang présente son projet de réforme des lycées qui entrera en application à la rentrée 1993.
- 29–30 — Barrages routiers sur les routes de France organisés par les professionnels de la route qui manifestent contre l'instauration du permis à points, qui entre en application le 1er juillet.
- VII. 1 — En juin :
- hausse de 0,1 % des prix de détail ;
 - déficit du commerce extérieur de 1,1 milliard de francs (cvs) ;
 - le nombre des demandeurs d'emploi est de 2 924 000 millions en fin de mois (cvs).

- Dans une allocution télévisée, François Mitterrand appelle à voter « oui » pour le référendum concernant la ratification du traité de Maastricht.
- Premier voyage de Georges Marchais aux Etats–Unis.
- 6 — Loi sur la zone d'attente des ports et des aéroports et portant modification de l'ordonnance du 2 novembre 1945 relative aux conditions d'entrées et de séjour des étrangers en France.
- 9 — Levée des barrages routiers mis en place le 29 juin par les professionnels de la route qui manifestent contre l'instauration du permis à points, appliquée depuis le 1er juillet.
- Dans ses éditions le journal «le Monde» indique que le juge Renaud Van Ruymbeke a décidé d'inculper Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale, en tant qu'ancien trésorier national du PS.
- 10–12 — Congrès extraordinaire du PS à Bordeaux en vue des élections législatives de mars 1993. Michel Rocard est intronisé comme « candidat naturel » du Parti socialiste à la prochaine élection présidentielle.
- 13 — Loi relative à l'élimination des déchets ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement.
- Loi relative à l'action des collectivités locales en faveur de la lecture publique et des salles de spectacle cinématographique.
- Loi modifiant la loi du 16 juillet 1984 relative à l'augmentation et à la promotion des activités physiques et sportives.
- Loi relative à l'installation de réseaux de distribution par câble de services de radiodiffusion sonore et de télévision.
- Loi relative au contrôle de l'utilisation et de la dissémination des organismes génétiquement modifiés et modifiant la loi du 19 juillet 1976 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.
- 17 — Loi portant diverses dispositions relatives à l'apprentissage, à la formation professionnelle et modifiant le code du travail.
- Loi portant une mise en œuvre de la directive du Conseil des communautés européennes concernant le système commun de la taxe sur la valeur ajoutée en vue de la suppression des contrôles aux frontières.

- 20 — Pierre Bérégovoy rend public le plan gouvernemental d'accompagnement de la réforme de la politique agricole commune pour les agriculteurs.
- 21 — Mort de l'économiste Pierre Uri, considéré comme l'un des fondateurs de l'Europe.
- 24 — Audition comme témoin devant la seizième chambre correctionnelle de Paris de Laurent Fabius, Georgina Dufoix et Edmond Hervé à propos du procès de l'affaire du sang contaminé.
- VIII. — En juillet :
- hausse de 0,3 % des prix de détail ;
 - excédent du commerce extérieur de 5,9 milliards de francs (cvs) ;
 - légère baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 2 911 000 millions en fin de mois. (cvs)
- Martine Aubry annonce un plan de relance du travail à temps partiel pour favoriser la création d'emplois.
- 21 — Ségolène Royal et son homologue allemand signent un accord mettant fin au commerce des déchets entre les deux pays.
- IX. 11 — En août :
- hausse des prix de 0,1 % ;
 - déficit du commerce extérieur de 3,1 milliards de francs (cvs) ;
 - baisse du nombre des demandeurs d'emploi à 2 881 millions en fin de mois (cvs).
- 7 — Les chaînes publiques Antenne 2 et FR3 changent de noms et deviennent France 2 et France 3.
- 24 — Loi autorisant la ratification du Traité sur l'Union européenne.
- 25 — Le gouvernement modifie le décret d'application de la loi du 10 juillet 1989 sur le permis à point en portant le total de six à douze.
- 27 — Renouvellement triennal du Sénat. Le groupe socialiste, avec soixante et onze membres devient le deuxième groupe du Sénat, derrière le RPR, qui compte quatre vingt-dix élus.
- 30 — La chaîne culturelle Arte commence d'émettre.
- X. 1 — En septembre :
- hausse de 0,1 % des prix de détail ;
 - excédent du commerce extérieur de 3,5 milliards de francs (cvs) ;
 - hausse du nombre des demandeurs d'emploi à 2 910 millions en fin de mois (cvs).

- 2 — René Monory (UDF–CDS) est élu au deuxième tour président du Sénat par 200 voix contre 76 à Claude Estier (PS), en remplacement de Alain Poher.
- Remaniement ministériel: après l'élection de Michel Charasse et Jean–Marie Rausch au Sénat, Martin Malvy devient ministre du Budget. Gilbert Baumet, ministre délégué au Commerce et à l'Artisanat. André Billardon ministre chargé de l'Energie. Jean–Pierre Soisson ministre de l'Agriculture et du Développement rural.
- 13 — Georges Charpak reçoit le prix Nobel de physique.
- 17 — Adoption à l'Assemblée nationale par 272 voix contre 256 du projet de loi sur la prévention de la corruption et la transparence de la vie économique.
- 20 — Nicole Notat est élue secrétaire général de la CFDT en remplacement de Jean Kaspar.
- 23 — Le tribunal correctionnel de Paris rend son jugement dans le procès des responsables de la transfusion sanguine : le docteur Michel Garetta, ancien directeur général du CNTS (Centre national de transfusion sanguine) est condamné à quatre ans de prison ferme et 500 000 francs d'amende, un mandat d'arrêt est délivré. Le docteur Jean–Pierre Allain est condamné à quatre ans de prison dont deux avec sursis, Jacques Roux à quatre ans de prison avec sursis, Robert Netter est relaxé.
- 28 — Michel Garetta, de retour des Etats–Unis est arrêté lors de son arrivée à Paris, puis écroué à la prison de la Santé.
- Charles Pasqua et Philippe Séguin rendent public un « contre–programme » dans lequel ils préconisent une réévaluation du mark par rapport au franc.
- 29 — Privatisation partielle de Rhône–Poulenc.
- XI. 1 — En octobre :
- hausse de 0,3 % des prix de détail ;
 - excédent du commerce extérieur de 0,78 milliards de francs (cvs) ;
 - augmentation du nombre des demandeurs d'emploi à 2 934 millions (cvs) en fin de mois.
- Entrée en vigueur du décret d'application de la loi Evin du 10 janvier contre le tabagisme.
- 2 — La Banque de France réduit d'un quart de point ses taux directeurs de 9,60 % à 9,35 %.

- 4 — Loi relative à l'abus d'autorité en matière sexuelle dans les relations de travail et modifiant le code du travail et le code de procédure pénale.
- 11 — Michel Sapin annonce de nouvelles mesures pour renforcer le dispositif de financement des PME.
- 12 — La Banque de France réduit d'un quart de point ses taux directeurs de 9,35 % à 9,10 %.
- 18 — Après l'intervention télévisée de François Mitterrand du 9 novembre, dans laquelle il précise que la constitution doit être appliquée, les membres de l'Assemblée nationale procèdent à la désignation des membres de la haute cour de justice afin de traduire devant cette juridiction les personnalités politiques susceptibles d'avoir une responsabilité dans l'affaire du sang contaminé.
- 19 — Les banques réduisent de 0,20 point leur taux de base de 9,65 % à 9,45 %.
- 25 — François Mitterrand se rend en Israël, puis en Jordanie. Il réaffirme le droit des Palestiniens à un Etat.
- Débat à l'Assemblée nationale où Pierre Bérégovoy engage la responsabilité du gouvernement sur sa déclaration de politique générale relative aux négociations du GATT. Il obtient la confiance de l'Assemblée. D'importantes manifestations d'agriculteurs ont lieu dans toute la France. Le projet d'accord de Washington, avalisé par la Commission européenne est récusé le 26 par Pierre Bérégovoy.
- 27 — La Cour de cassation casse l'arrêt de non-lieu rendu en faveur de Paul Touvier en avril dernier.
- 30 — François Mitterrand rend publiques les propositions de réforme de la Constitution qu'il soumettra à un comité consultatif.
- XII. 1 — En novembre :
- stabilité des prix de détail (0 %) ;
 - excédent du commerce extérieur de 0,78 milliards de francs (cvs) ;
 - le nombre des demandeurs d'emploi est de 2 971 millions (cvs) en fin de mois.
- 16-17 — L'Assemblée nationale n'adopte pas la mise en accusation de Georgina Dufoix et de Edmond Hervé devant la Haute Cour dans l'affaire du sang contaminé. Le 17, Laurent Fabius annonce qu'il se résoud à demander au groupe socialiste de l'Assemblée nationale de déposer une nouvelle proposition de résolution, tendant à le mettre en accusation devant la Haute Cour.

- 19-20 — L'Assemblée nationale et le Sénat adoptent à la quasi-unanimité la proposition de résolution visant à renvoyer Laurent Fabius, Edmond Hervé et Georgina Dufoix devant la Haute Cour de justice au motif de non assistance à personne en danger dans l'affaire du sang contaminé.

- 23 — Loi relative à l'entrée en vigueur du nouveau code pénal et à la modification de certaines dispositions de droit pénal et de procédure pénale rendue nécessaire par cette entrée en vigueur.

- 31 — Loi de finances pour 1993.
— En décembre, stabilité des prix de détail.

Sciences et Techniques

- VII. 27 — Début de la mission « Antares » à laquelle participe l'astronaute français Michel Tognini.